



JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

Compte rendu

de l'événement tenu à l'Université du Québec en Outaouais le 17 février 2017



UQO



La Journée de réflexion sur l'Observatoire du développement de l'Outaouais était organisée par l'Université du Québec en Outaouais et le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

Comité organisateur :

Martin Robitaille,
directeur du Département des sciences sociales de l'UQO

Mario Gauthier,
professeur au Département des sciences sociales de l'UQO

Guy Chiasson,
professeur au Département des sciences sociales de l'UQO et directeur scientifique du CRDT

Lynda Gagnon,
professionnelle de recherche

Annie-Pier Caron-Daviault,
assistante de recherche

Rédaction :
Lynda Gagnon et Annie-Pier Caron-Daviault

Révision :
Lynda Gagnon

Graphisme :
Elodie Nonnon

Le comité organisateur souhaite remercier *Linda Alarie, Geneviève Beauchemin, Maude Marquis-Bissonnette, Annie Montpetit et Marie-Pier Tessier* pour leur participation en tant que preneuses de notes lors des groupes de discussion.

TABLE DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	4
Introduction	4
Programme et objectifs de la journée	4
Portrait des participants.....	5
COMPTE RENDU DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'ODO	6
Mots d'ouverture.....	6
Présentation d'expériences québécoises d'observatoires	7
L'Observatoire Grand Montréal	7
L'Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC).....	7
L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue (OAT)	8
L'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO)	9
Panel sur les enjeux et défis relatifs au développement et au maintien d'observatoires.....	10
À quoi sert d'avoir un observatoire sur un territoire? Comment remplit-il son rôle?	10
Comment engager le milieu? Quel est le rôle réservé aux acteurs du milieu?	11
Quels outils avez-vous développés?.....	11
Enfin, quels sont les principaux défis reliés au maintien d'un observatoire territorial? Comment les surmonter? ..	11
Synthèse des idées recueillies dans les groupes de discussion.....	12
Le mode de gouvernance de l'ODO.....	12
La fonction de veille et d'information.....	13
La fonction de mobilisation et de transfert des connaissances.....	16
Message clé.....	18
Mot de clôture du recteur	18
PROCHAINES ÉTAPES	18
REVUE DE PRESSE ET ÉVALUATION DE LA JOURNÉE	19
ANNEXE A – PROGRAMME DE LA JOURNÉE	20
ANNEXE B – LISTE DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES	21

MISE EN CONTEXTE

INTRODUCTION

Plusieurs raisons militent en faveur de la création d'un observatoire du développement dans la région de l'Outaouais et de nombreux efforts en ce sens ont été déployés dans les dernières années. C'est donc dans le but de mobiliser les acteurs clés du développement de l'Outaouais autour du projet de création d'un tel observatoire pour la région que l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a organisé cette Journée de réflexion, en partenariat avec le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

Un observatoire a pour but de recenser, de colliger, d'analyser et de rendre accessibles les informations et les connaissances sur un phénomène social, économique, culturel ou scientifique. L'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO) se veut un outil de développement des connaissances au service des décideurs publics et de la communauté outaouaise. Construit sur une base partenariale, l'ODO a pour objectif de regrouper des acteurs particulièrement sensibles aux questions touchant le développement économique (incluant l'économie sociale), le développement social, l'aménagement du territoire, l'environnement et la culture. Sa mission est de devenir un espace prépondérant de partage d'information, de recherche et de mobilisation des savoirs et des pratiques sur le développement socioéconomique de la région pour répondre aux besoins d'information des décideurs, des organismes du milieu, des intervenants et des citoyens. Cet observatoire est donc appelé à assurer une fonction de veille et d'analyse dans le but d'anticiper les évolutions territoriales, ainsi qu'à jouer un rôle plus actif de formation, d'animation, de recherche et de transfert de connaissances.

PROGRAMME ET OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

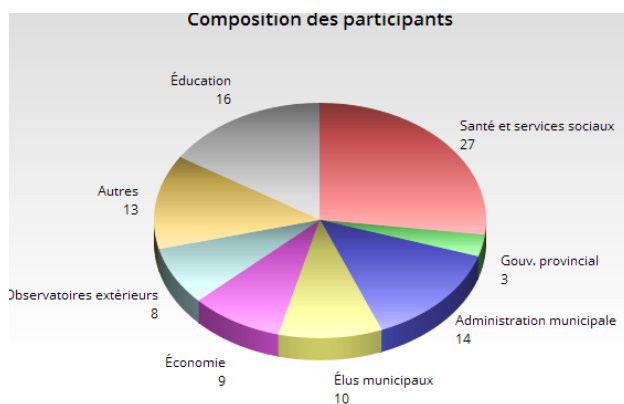
Organisée en tant qu'activité de prédémarrage de l'Observatoire du développement de l'Outaouais, cette journée de réflexion visait deux objectifs principaux :

- Présenter d'autres expériences d'observatoires pour permettre aux acteurs présents de mieux comprendre le concept d'observatoire, son utilité pour la région, ce qu'ils pourraient en retirer et comment ils pourraient y contribuer;
- Dessiner les contours du projet d'observatoire pour l'Outaouais à partir des besoins, des attentes, des aspirations et des préoccupations exprimés par les divers groupes et organismes représentés.

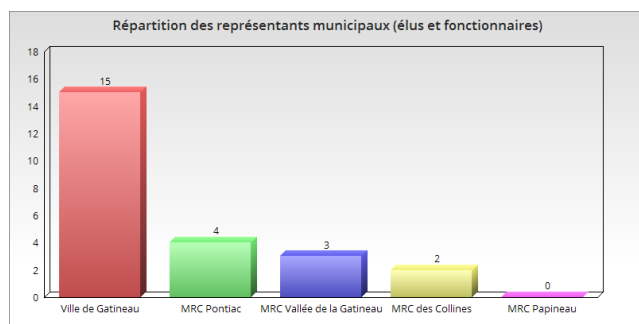
Le programme de la journée se déroulait en deux temps. En matinée, des porteurs d'autres expériences du genre au Québec, comme l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, l'Observatoire estrien du développement des communautés, l'Observatoire Grand Montréal et Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), étaient invités à présenter la mission et les principales activités et fonctions de leur organisme, et à parler des enjeux et défis relatifs au développement et au maintien d'observatoires. Sur la base de cette réflexion plus large sur les expériences de ces autres observatoires québécois, et d'une brève présentation du projet de création de l'ODO, les acteurs du développement de l'Outaouais ont été conviés en après-midi à prendre la parole en petits groupes pour discuter de trois thématiques reliées au projet de l'ODO, à savoir le mode de gouvernance, la fonction de veille et d'information, ainsi que la fonction de mobilisation et de transfert des connaissances. Le programme de la journée peut être consulté à l'**Annexe A**.

PORTRAIT DES PARTICIPANTS

Plus de 250 invitations personnalisées ont été envoyées quelques semaines avant l'événement à diverses catégories d'acteurs susceptibles de participer à la mise en place et au maintien de l'observatoire, et d'en bénéficier. Parmi les nombreux acteurs invités se trouvaient les maires et directeurs généraux de toutes les municipalités de l'Outaouais, les élus de la Ville de Gatineau, les préfets et membres du personnel de direction des quatre MRC, divers membres des administrations municipales responsables des questions d'aménagement, d'environnement et de développement économique, des représentants du milieu de l'éducation, des affaires, de l'environnement, de la culture, de la santé et des services sociaux, des organismes communautaires et des représentants des gouvernements fédéral et provincial. De ce nombre, 130 personnes se sont inscrites pour participer à la Journée de réflexion à partir du formulaire en ligne créé sur la plateforme Eventbrite, et une centaine étaient présentes le 17 février.



d'autres secteurs (environnement, agriculture, tourisme, associations citoyennes, organismes philanthropiques, etc.), avec 13 participants, permettent de compléter la variété des secteurs présents. Enfin, huit personnes assistaient à la Journée en tant qu'invités d'observatoires de l'extérieur et trois autres y participaient en tant que représentants des directions régionales du MAMOT et du Ministère de la Culture et des Communications. La liste des organismes représentés se trouve à l'Annexe B.



Le graphique ci-contre présente un portrait des 100 personnes présentes selon leurs secteurs d'activité respectifs et illustre bien la diversité des secteurs représentés. On constate par exemple que le secteur de la santé et des services sociaux est le plus fortement représenté avec un peu plus du quart des participants (27 %), et qu'il forme avec les acteurs du milieu municipal (avec un total de 24 élus et fonctionnaires) plus de la moitié des personnes présentes. Les secteurs de l'éducation (16 %) et du développement économique (9 %), incluant l'économie sociale, forment ensemble le quart des participants également, tandis que les représentants

La répartition géographique des représentants municipaux, telle qu'illustrée dans le diagramme ci-contre, offre d'autres éléments d'information utiles pour compléter ce portrait des participants. Deux observations principales s'en dégagent, soit la forte représentation de la Ville de Gatineau avec 15 participants (7 élus et 8 membres de l'administration municipale) et la participation en nombres à peu près égaux des MRC du Pontiac, de la Vallée-de-la-Gatineau et des Collines.

Les pages qui suivent constituent le compte rendu des propos livrés par les experts invités ainsi que des commentaires et suggestions recueillis dans le cadre des groupes de discussion. Ce rapport préparé à l'intention de l'ensemble des parties prenantes dans ce projet servira d'assise à la mise en place de l'Observatoire du développement de l'Outaouais.

COMPTE RENDU DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'ODO

MOTS D'OUVERTURE

M. Denis Harrisson, recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), prononce le mot de bienvenue en tant qu'hôte de l'événement et partenaire clé du projet de création de l'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO). Retenu à l'extérieur de la ville, c'est par voie de conférence vidéo que le maire de Gatineau, **M. Maxime Pedneaud-Jobin**, s'adresse ensuite aux participants, à qui il fait valoir l'importance de se doter d'un observatoire du développement en Outaouais. Selon le maire, l'ODO est appelé à devenir un important lieu de mise en commun et de développement de la connaissance certes, mais aussi un point de rassemblement des acteurs du milieu. Il explique que les données générées et mobilisées par l'ODO se veulent des outils d'aide à la décision et à la planification. L'ODO s'inscrit dans le rapprochement qui est souhaité entre les institutions d'enseignement de l'Outaouais, les MRC et la Ville de Gatineau. Pour le maire, la mobilisation des acteurs du milieu derrière ce projet qu'il qualifie de « structurant » est primordiale. Municipalités, MRC, Ville de Gatineau, organismes sont invités à appuyer le projet, que ce soit en assurant un apport financier récurrent ou en utilisant les services qui seront mis en place par l'ODO. Avec l'appropriation du projet par le milieu, cet outil collectif a le potentiel de développer une connaissance fine des territoires et ainsi, d'assurer une cohérence des interventions dans la région. Finalement, le maire réitère l'engagement de la Ville de Gatineau envers le projet et salue l'initiative de la Journée de réflexion.

La parole est ensuite donnée à **M. Michel Merleau**, président de la Table des préfets de l'Outaouais, qui insiste à son tour sur la nécessité absolue d'un tel observatoire pour la région. Il s'agit à son avis d'un outil mis au service des organismes pour mieux connaître les enjeux, les défis et les tendances. Il souligne également l'impact significatif exercé par les universités et les collèges sur le développement socioéconomique de la région. À son avis, ces établissements ont le potentiel de devenir des catalyseurs, à condition d'être en phase avec leur milieu d'appartenance. L'Observatoire du développement de l'Outaouais pourrait devenir un outil de convergence de tous les établissements de haut savoir et un outil d'inclusion. Il rappelle à ce sujet que l'Outaouais est une région marquée par de grandes disparités économiques, où l'on retrouve à la fois les MRC les plus riches et les plus pauvres du Québec. En ce sens, l'observatoire pourrait devenir un outil pour amoindrir les disparités territoriales en contribuant à redynamiser les milieux ruraux. Il termine en disant que les acteurs du développement sont tous des partenaires dans ce projet et que l'ODO est un outil indispensable pour la région.

L'OBSERVATOIRE GRAND MONTRÉAL

Présentation de Philippe Rivet, conseiller en recherche à la CMM et responsable de l'Observatoire Grand Montréal

L'Observatoire Grand Montréal est un outil développé par la CMM en 2008 à la suite du constat de l'absence d'une plateforme unique de diffusion des données sur la région métropolitaine de Montréal et ses différents territoires. C'est un outil créé et géré par la CMM qui a pour mission de favoriser une meilleure connaissance du territoire afin d'appuyer la planification territoriale dans le Grand Montréal.

Les données recueillies sont directement reliées aux différents champs de compétence de la CMM, et couvrent l'aménagement du territoire, le transport, l'environnement, l'économie, le logement, la fiscalité métropolitaine ainsi que la sociodémographie.

L'Observatoire s'adresse aux planificateurs territoriaux et aux professionnels qui sont impliqués dans les différents champs d'intervention de la CMM, mais aussi aux élus, aux chercheurs et étudiants, aux journalistes ainsi qu'à tout citoyen intéressé par le développement de la communauté métropolitaine. Sur le site web de l'Observatoire se trouvent des données statistiques et cartographiques permettant de suivre le développement du Grand Montréal et de ses constituantes, mais aussi des données qui permettent de comparer le développement de la région avec celui des autres grandes régions nord-américaines. Ce sont des données pour les 82 municipalités et 14 MRC du Grand Montréal ainsi que pour une trentaine de grandes régions métropolitaines nord-américaines qui sont colligées par l'Observatoire. Parmi les autres outils produits par l'Observatoire, M. Rivet mentionne la publication de périodiques sur des enjeux précis de la CMM (tels que le logement, l'emploi, etc.), ainsi que les tableaux de bord et les autres outils de suivi de la mise en œuvre des documents de planification de la CMM (par exemple, le Rapport de monitoring 2015 du Plan métropolitain d'aménagement et de développement).

M. Rivet conclut sa présentation en énonçant différentes préoccupations qui guident le développement de l'Observatoire. Ces préoccupations portent notamment sur la nécessité de préserver une interface graphique simple et conviviale, l'importance d'assurer une cohérence entre les différents modules de navigation, la possibilité d'importer les données du site web, etc. La mise à jour des données ainsi que le développement d'outils et de mécanismes de transfert de connaissances ont aussi été évoqués comme étant des enjeux importants liés à la consolidation de l'Observatoire Grand Montréal.

Pour plus d'informations : <http://cmm.qc.ca/fr/donnees-et-territoire/observatoire-grand-montreal/>

Pour accéder à la présentation Powerpoint faite lors de la Journée de réflexion : <http://uqo.ca/docs/14699>

L'OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (OEDC)

Présentation par Marie-Suzanne Badji, Agente au contenu scientifique de l'OEDC

La présentation de Mme Badji s'est articulée principalement autour de l'objectif suivant : faire connaître l'Observatoire estrien du développement des communautés en présentant le contexte de sa création, sa mission et les objectifs ainsi que ses fonctions et ses principales activités.

L'OEDC a été créé à la suite d'une recommandation issue d'un colloque régional tenu en 2004 sous l'égide du réseau de la santé et des services sociaux et qui regroupait différents acteurs en développement des communautés. Alors que l'idée a émergé des acteurs du milieu, c'est le département de service social de l'Université de Sherbrooke qui a coordonné la première phase du projet, afin de préciser la vision du développement des communautés en collaboration avec des acteurs communautaires, institutionnels, etc. La deuxième phase ayant mené à l'implantation de l'Observatoire a été pilotée par un comité formé de chercheurs et de praticiens.

Pour préciser la mise en œuvre du projet, le comité de coordination de l'OEDC a effectué une tournée de consultation dans les différents territoires visés afin de répondre à quatre objectifs : permettre l'ancrage du projet dans le milieu, valider le projet auprès d'acteurs clés du développement communautaire, bien cerner les besoins du milieu et définir la potentielle contribution de chacun. L'identité de l'Observatoire a été précisée au terme de cette consultation : la mobilisation d'une diversité d'acteurs œuvrant en développement des communautés, la veille et le transfert des connaissances, l'arrimage entre la théorie et la pratique ainsi que l'accompagnement des acteurs ayant des besoins spécifiques.

L'assemblée de fondation a eu lieu en 2006. La gouvernance de l'OEDC repose essentiellement sur un conseil d'administration composé désormais de neuf membres : deux représentants du milieu institutionnel, deux représentants du milieu communautaire, deux représentants citoyens, deux membres cooptés et un représentant du milieu universitaire.

Afin de remplir adéquatement ses fonctions, l'OEDC a développé plusieurs outils. D'abord, pour la fonction de veille, l'Observatoire a créé le Tableau de bord des communautés de l'Estrie (TBCE), dont les données permettent de mieux connaître le développement des communautés et de suivre les tendances en matière de développement local, territorial et régional. Le comité de mise en œuvre est l'instance en charge de décider des grandes orientations du TBCE. L'Observatoire offre aussi du soutien et de l'accompagnement au milieu et acteurs qui le désirent, sous forme de réalisation de portraits territoriaux, de plans d'action, d'évaluation d'initiatives, d'études de besoin, de mesure d'impact social, etc.

Ensuite, pour ce qui est de la fonction de la mobilisation des connaissances, l'OEDC organise des rencontres et des groupes de discussion autour de la démarche de mobilisation locale et intersectorielle du TBCE, des rencontres régionales thématiques et des forums.

Enfin, pour la fonction de transfert des connaissances, en plus d'avoir développé une banque de ressources diversifiées (outils, recherches, etc.), l'OEDC organise des activités qui prennent souvent la forme de présentations pour des fins de vulgarisation ou d'appropriation et des formations. Toutes ces ressources sont disponibles via le site internet de l'Observatoire. Un comité d'avancement des pratiques (CAP) a été mis sur pied afin de stimuler l'échange de connaissances et d'expériences ainsi que l'apprentissage collectif autour des pratiques. Un collectif de recherche en développement des communautés constitué de chercheurs et de praticiens-chercheurs permet de rapprocher les savoirs scientifiques, techniques et d'expériences.

Pour plus d'informations : www.oedc.qc.ca

Pour la présentation Powerpoint lors de la journée de réflexion : <http://uqo.ca/docs/14701>

L'OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (OAT)

Présentation de Mariella Collini, agente de recherche, Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue (OAT) a été créé en 2000 à l'initiative du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT). Il a cessé temporairement ses activités en 2015 à la suite de l'abolition de la Conférence régionale des élus, mais a repris officiellement ses activités en juin 2016 grâce à un partenariat régional. L'OAT est sous la direction de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. Le financement des activités de l'Observatoire est possible grâce à une entente triennale de partenariat. Les principaux partenaires financiers sont les cinq MRC, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS), l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), Tourisme Abitibi-Témiscamingue, la Table interordres en éducation de l'Abitibi-Témiscamingue et la Chaire Desjardins.

Le mandat de l'OAT est de rassembler, valoriser et diffuser les connaissances et les statistiques portant sur une multitude de facettes sociales, économiques et physiques des collectivités, des MRC et de la région. Pour répondre à ce mandat, l'OAT a articulé ses activités autour de 5 fonctions : la veille stratégique,

l'analyse des données et leur diffusion, l'information, l'accompagnement ainsi que le réseautage. La clientèle visée par l'Observatoire comprend les élus, les différents organismes, les acteurs du milieu académique (professeurs, chercheurs et étudiants), les médias ainsi que la population en général.

Le site internet de l'Observatoire contient des statistiques diverses sur 29 enjeux régionaux (agriculture, tourisme, éducation, immigration, économie, etc.). L'OAT dresse aussi des portraits de la région, qui présentent les principales données et problématiques relatives à un enjeu précis. Des bulletins bimestriels ainsi que des articles aident à mieux saisir la portée et la signification des données recueillies. Chaque année, un tableau de bord relate les différentes tendances en matière de démographie, d'emploi, d'éducation et autres pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Finalement, il met à la disposition des internautes un volet cartographique comprenant une Galerie de cartes ainsi que l'accès à un serveur cartographique interactif.

Pour en savoir plus : www.observat.qc.ca

Pour accéder à la présentation Powerpoint faite lors de la journée : <http://uqo.ca/docs/14700>

L'OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (ODO)

Présentation de Martin Robitaille, Membre du comité de l'ODO

Le projet de création d'un observatoire du développement de l'Outaouais est dans l'air depuis de nombreuses années, mais a évolué au fil du temps. Dès 2011, l'UQO envisageait de créer un observatoire du milieu municipal – l'Observatoire urbain de Gatineau – devant regrouper des chercheurs, des citoyens engagés et des élus dans le but de tisser des liens entre l'université et la Ville et de favoriser la diffusion des recherches sur le milieu municipal. Le colloque « Le citoyen et la ville » organisé par l'UQO à l'automne de cette même année se voulait d'ailleurs un premier pas vers la concrétisation de ce projet. Cette première mouture axée sur le développement urbain a ensuite été élargie à l'ensemble de la région de l'Outaouais, en réponse aux besoins exprimés par divers acteurs clés du développement. Ainsi, alors que les 14 organismes partenaires du Portrait des communautés de l'Outaouais – incluant le CSSS, Centraide, la CRÉO, l'UQO, le Cégep de l'Outaouais, la TROCAO et la Ville de Gatineau – manifestaient la volonté de se doter d'un organe capable d'assurer la mise à jour, le développement futur et la diffusion de cet outil, le Rassemblement en développement social de l'Outaouais exprimait de son côté le besoin de créer un guichet unique regroupant l'ensemble des données sur les enjeux sociaux. Pour leur part, les acteurs du milieu économique souhaitaient avoir plus d'information sur les enjeux relatifs au développement en Outaouais. Enfin, après l'abolition de la CRÉO, les élus régionaux ont emboîté le pas et reconnu la nécessité de mettre en place une structure capable d'assurer la continuité de la production de connaissances sur les réalités territoriales de l'Outaouais.

Le comité de démarrage a ciblé quatre principales fonctions pour l'ODO : la veille, la diffusion de l'information dans la communauté, la mobilisation et le transfert des connaissances ainsi que l'évaluation. La fonction de veille prévoit la consignation des données obtenues dans un site web accessible à tous. Quant à la fonction de diffusion de l'information dans la communauté, il s'agit de créer des outils de transmission, tels que des séminaires, des colloques, un bulletin mensuel, etc. La fonction de la mobilisation et du transfert des connaissances vise à transposer les données recueillies en stratégies d'intervention efficaces et adaptées aux besoins du milieu. Elle vise aussi l'habilitation des décideurs et des intervenants à l'utilisation des connaissances développées par l'ODO. Finalement, dans une optique d'amélioration continue, l'ODO évaluera ses activités et son impact dans le milieu dans le but d'accroître son efficacité.

Cette journée sert précisément à alimenter les réflexions du comité sur la structure à donner à l'ODO, sur les enjeux devant être soumis à la veille ainsi que sur les meilleures façons d'assurer une mobilisation et un transfert des connaissances.

Pour accéder à la présentation Powerpoint faite lors de la journée : <http://uqo.ca/docs/14694>

PANEL SUR LES ENJEUX ET DÉFIS RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT ET AU MAINTIEN D'OBSERVATOIRES

Experts invités :

Victorine Keita, membre du Comité de suivi du Tableau de bord des communautés de l'Estrie, OEDC

Patrice Leblanc, directeur de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, UQAT

Vincent van Schendel, directeur général de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

Animateur :

Patrick Duguay, directeur général, Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)

Cette activité avait pour but de discuter des enjeux plus globaux reliés au développement et au maintien d'observatoires territoriaux à partir de l'expérience vécue par d'autres organismes du genre. L'objectif visé était de permettre à l'auditoire, composé d'élus et d'acteurs du développement de l'Outaouais, de mieux comprendre le concept d'observatoire et son utilité. Tour à tour, les experts invités ont bien voulu nous faire part de leur point de vue sur les questions posées par l'animateur. Le texte qui suit est un condensé succinct de leurs réponses.

À QUOI SERT D'AVOIR UN OBSERVATOIRE SUR UN TERRITOIRE? COMMENT REMPLIT-IL SON RÔLE?

- V. K.* Il est important pour l'observatoire d'avoir sa propre couleur. Pour être utile, l'observatoire doit faire du sens pour le milieu. Il importe aussi d'effectuer une certaine vulgarisation des données. Il faut rendre l'information digeste au plus grand nombre.
- P.L.* L'observatoire est un endroit où il est facile de retrouver une information pertinente et organisée. En Abitibi-Témiscamingue, l'observatoire a un rôle de mise à disposition et de mise en forme de l'information existante plus que de production de nouvelle information. Il sert à donner du sens aux données. Par exemple, l'OAT est particulièrement utile pour les écoles car il permet aux jeunes d'avoir accès à des données pour mieux connaître leur territoire et ainsi développer un sentiment d'appartenance.
- V.v S.* Le TIESS a trois ans d'existence. Ce n'est pas un observatoire comme tel, mais un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale (OLTIS) reconnu par le MESI. Il œuvre principalement dans le domaine de l'économie sociale. Son objectif est de servir au développement des territoires en facilitant le transfert des expertises et des connaissances issues de la pratique et de la recherche. Le TIESS s'appuie sur les réseaux existants pour tisser et renforcer les liens entre tous les acteurs concernés, incluant les praticiens, les chercheurs et les pouvoirs publics. Le travail du TIESS sert à « faire parler les données ».

COMMENT ENGAGER LE MILIEU? QUEL EST LE RÔLE RÉSERVÉ AUX ACTEURS DU MILIEU?

- V.K. Les chercheurs sont des connaisseurs du « contenant » tandis que les acteurs du milieu sont les connaisseurs du « contenu ». Il est important de valoriser la connaissance terrain pour donner du sens à la recherche.
- P.L. L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue n'est pas une « patente universitaire », mais le produit des acteurs du milieu. Il permet aux chercheurs de « diffuser autrement » les connaissances qu'ils produisent. Les acteurs du milieu jouent d'ailleurs un rôle important dans la gouvernance de l'Observatoire. Le comité de direction est composé de représentants des partenaires financiers.
- V.v S. Le TIESS a deux coprésidents du milieu universitaire et du secteur de l'économie sociale. Il compte notamment des antennes régionales et des comités de travail thématiques.

QUELS OUTILS AVEZ-VOUS DÉVELOPPÉS?

- V.K. L'Estrie compte 6 MRC rurales en plus de la ville de Sherbrooke. Les problématiques vécues sont différentes d'un territoire à l'autre. L'outil que l'observatoire a trouvé pour mettre tout ce monde ensemble est le Tableau de bord des communautés.
- P.L. L'outil de l'OAT s'appelle Mariella¹! Les gens appellent Mariella. Elle est devenue « la personne de référence » en raison de sa connaissance approfondie du territoire. Il est important pour un observatoire de pouvoir compter sur un personnel clé qui connaît l'information et est capable de la diffuser. De plus, l'OAT fait une tournée de ses grands partenaires tous les trois ans pour prendre le pouls du milieu : recueillir les données, sonder les intérêts, définir les enjeux. Mariella a également animé une chronique à la radio et à la télé pendant quelques années. L'Observatoire est devenu un outil de référence reconnu.
- V.v S. Le TIESS, c'est l'organisme qui va « prendre la lampe de poche » pour aller éclairer au bon endroit et qui sait comment le faire. Il sert à construire les données manquantes pour bien comprendre les enjeux. « L'éducation coûte cher, mais l'ignorance coûte encore plus cher. »

ENFIN, QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS RELIÉS AU MAINTIEN D'UN OBSERVATOIRE TERRITORIAL ET COMMENT LES SURMONTER?

- P.L. L'enjeu du financement. La création d'un observatoire est un projet intéressant à condition de pouvoir compter sur un financement à long terme. Il y a aussi le défi territorial, car ce projet implique de créer un observatoire à l'échelle régionale dont les principaux partenaires travaillent à une échelle territoriale locale. Cela peut devenir une importante source de tensions : « ma contribution à l'observatoire va profiter à l'ensemble de la région, et pas nécessairement à mon territoire ». Ce n'est pas évident pour tout le monde, surtout compte tenu des disparités entre les territoires.
- V.K. L'OEDC est aussi confronté à l'enjeu financier et a été forcé de prendre des décisions face aux contraintes budgétaires et au désengagement de certains partenaires. L'Observatoire a formé un comité de pérennité et créé un volet « Accompagnement » sous forme de services payants. Par contre, ce choix a eu pour conséquence que l'OEDC est associé à une boîte de consultants. Il y a une mise en garde à faire également contre l'enjeu de la personne unique sur qui l'observatoire repose entièrement (l'exemple de Mariella). Le jour où cette personne n'est plus là, qu'est-ce qu'on fait?
- V.v S. Le consensus autour de la pertinence du projet est un préalable à la recherche de financement (c'est-à-dire un consensus sur le fonctionnement et l'orientation). En ce qui concerne l'enjeu de la personne unique, le TIESS ne vit pas cette problématique car il a la chance de pouvoir compter sur une douzaine de personnes. « Ça prend une équipe! »

¹ Mariella Collini est la seule ressource professionnelle de l'OAT.

LE MODE DE GOUVERNANCE DE L'ODO

Quel genre de structure de gouvernance proposez-vous pour ce projet?

Les discussions sur la gouvernance ont permis de faire émerger plusieurs préoccupations chez les acteurs en ce qui concerne le financement de l'ODO, le lieu où il sera hébergé ainsi que les liens qu'il entretiendra avec les institutions. Ainsi, bien plus que la structure de gouvernance, c'est l'équité et la représentativité de l'ODO qui émergent en tant qu'enjeux principaux.

L'emplacement de l'ODO suscite beaucoup de réactions. Les participants souhaitent que l'ODO soit dans un lieu neutre. Certains pensent qu'il n'est pas souhaitable qu'il soit intégré à un établissement d'enseignement. D'autres, au contraire, pensent que l'UQO est un organisme neutre et devrait accueillir l'observatoire pour profiter des installations ainsi que des capacités et des ressources existantes de recherche et d'analyse. L'installation de l'ODO dans l'UQO favorise aussi la proximité avec les chercheurs. Certains craignent qu'en étant centralisé à Gatineau, l'observatoire desserve principalement la Ville (qui, incidemment, en sera un des principaux bailleurs de fonds) au détriment des MRC qui, pourtant, ont de très grands besoins, mais moins d'argent à y investir. On soumet donc l'idée de créer des antennes régionales pour s'assurer que la diffusion des données se fasse au-delà de Gatineau.

On s'entend sur l'idée d'un conseil d'administration assez restreint pour favoriser son efficacité et dont le travail serait appuyé par différents comités (scientifique, diffusion des connaissances, liens avec le milieu, etc.) La concertation des multiples acteurs régionaux serait donc possible via ces comités de travail. Ces comités devraient être composés de chercheurs et d'intervenants afin de permettre un croisement des savoirs et un aller-retour entre la théorie et la pratique.

L'OBNL semble être le modèle à privilégier, dans la mesure où l'ODO serait indépendant et neutre et aurait sa propre charte. Le modèle choisi doit être flexible afin de permettre des ajustements en cours de mise en œuvre.

Quels types d'instances ou d'organisations devraient être membres de l'ODO?

Selon les acteurs, l'ODO aurait tout intérêt à viser l'interdisciplinarité et l'inclusion. Ainsi, les acteurs provenant de tous les secteurs d'intervention et d'activités sont invités à devenir membres de l'observatoire. On s'entend sur la nécessité d'aller chercher des partenaires et des membres qui sont de l'autre côté de la rivière. Il faut profiter au maximum de la présence d'Ottawa à proximité et capitaliser sur le fait que nous sommes une région frontalière.

Puis, si l'installation de l'ODO se fait à l'UQO, il faut permettre aux étudiants d'être membres et leur donner la chance d'acquérir de l'expérience et des connaissances et d'apporter leur contribution.

Quels acteurs devraient être représentés dans la structure de gouvernance?

L'élément central des discussions sur cette question fut l'importance d'assurer la représentativité du milieu en permettant à une diversité d'intervenants de siéger sur les instances de l'ODO. Ainsi, des sièges devraient être réservés aux milieux communautaire, rural, politique, économique, institutionnel, culturel, etc.

Le conseil d'administration ne devrait pas être composé uniquement des partenaires financiers : il faut intégrer les acteurs du milieu et s'assurer que le conseil reflète les différents territoires. On s'entend que des sièges pour les citoyens devraient être réservés sur les différentes instances de l'ODO. En ce qui a trait au comité scientifique, celui-ci devrait être essentiellement composé de chercheurs de tous départements confondus.

Quel rôle votre organisme devrait-il ou pourrait-il jouer dans le développement de l'ODO?

MAMOT : faire le pont entre l'ODO et les ministères en région pour alimenter l'observatoire en données

Ville de Gatineau : participer financièrement à la mise sur pied et au maintien de l'observatoire, mais contribuer aussi sous forme de partage de bases de données (par exemple, dans les domaines de l'urbanisme et du développement économique).

Tous les secteurs qui disposent de données devraient les partager avec l'ODO via une base de données.

Même s'il peut être difficile pour les organismes du milieu de contribuer financièrement, ils peuvent apporter une connaissance du territoire, par leur expertise en concertation et en mobilisation. Les organismes devraient être invités à déterminer les priorités et à valider les données recueillies. Le milieu communautaire devrait avoir un mot à dire sur les recherches à faire en priorité parce que le milieu en a besoin depuis un certain moment, mais ne peuvent les réaliser faute d'argent.

Comment assurer la pérennité d'un tel projet?

La pérennité d'un projet comme l'ODO est fondamentale. Certains croient qu'il faut assurer le financement avant de mettre le projet en marche. D'autres croient que l'ODO doit commencer tranquillement à faire ses preuves et que ce faisant, le financement viendra. En ce sens, la structure doit être assez flexible pour qu'on puisse la réajuster régulièrement.

L'ancrage et l'appropriation par le milieu sont des éléments importants, car cela diversifie les sources de financement et rend l'ODO moins susceptible de disparaître du jour au lendemain (exemple de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue qui a fermé temporairement ses portes à la suite de l'abolition de la CRÉ). L'utilisation de services professionnels de l'ODO par les groupes membres est aussi une façon d'aller chercher du financement.

LA FONCTION DE VEILLE ET D'INFORMATION

Quels sont les éléments ou les enjeux importants à surveiller? Sur quels sujets ou thématiques la fonction de veille devrait-elle se concentrer?

Les enjeux importants identifiés par les participants sont évidemment très nombreux et reflètent la grande variété des champs d'intervention des acteurs présents à l'événement. Il a notamment été question d'enjeux de développement social (transport, logement, sécurité alimentaire, services de proximité, persévérance et réussite scolaire), de développement économique (et notamment de diversité économique) et de thématiques d'intérêt pour le milieu rural, telles que l'agriculture, la foresterie, les ressources naturelles. On mentionne également l'importance de faire des liens entre les sphères sociales, culturelles, économiques, etc., et de documenter les enjeux locaux liés à la réalité frontalière de l'Outaouais.

On s'entend pour dire que la commande est énorme et qu'on ne pourra pas tout faire d'un seul coup. On devrait commencer par cibler quelques enjeux qui répondent à des besoins clairs définis par le milieu. À ce sujet, une tournée des territoires serait une première étape fondamentale. Le Portrait des communautés ressort aussi souvent comme un outil très important et sous-utilisé qui pourrait servir de point de départ. Sur ce point, certains pensent qu'il faut commencer par mettre de l'ordre dans les données existantes et les rendre disponibles.

« Quelles sont les problématiques vécues sur le terrain et qu'on veut éclairer? Comment arrimer la veille aux problématiques du terrain? Les partenaires ont un rôle à jouer pour définir les enjeux à surveiller. »

En tant qu'acteur du développement, de quelles connaissances ou quel type d'information avez-vous besoin? À quelles fins?

Aperçu des données demandées :

- Mise à jour du Portrait des communautés
- Données différenciées selon les sexes
- Environnement / Économie : collecte de données pour calculer l'empreinte écologique et évaluer les services écosystémiques; veille sur les intrants et les extrants au niveau énergétique pour monter un business case sur les besoins de la région en matière de transition énergétique. Cette information pourrait servir de levier économique
- Il y a un manque de données économiques dans la région de l'Outaouais. En milieu rural, il y a deux MRC qui sont parmi les plus pauvres au Québec : il faut intégrer les questions d'emploi, de ressources naturelles
- Données sur la réalité linguistique de la région (francophones, anglophones et algonquins)
- L'observatoire devrait générer de meilleures pratiques de développement durable
- Répertoire des entreprises existantes sur le territoire selon leur profil, leur localisation, les services offerts, le secteur d'activité, etc.
- Une cartographie des Tables de concertation sur le territoire et des besoins des différents secteurs

Au-delà des données et des statistiques, les acteurs veulent connaître les exemples de réussite dans la région pour s'en inspirer, et aimeraient pouvoir établir des liens entre les données et les résultats (par exemple, les liens entre la réussite scolaire et l'emploi pour le suivi des communautés vulnérables). Ils veulent avoir accès à un inventaire de la documentation (littérature grise, études de cas, etc.).

Sous quelles formes cette information devrait-elle être transmise pour être utile? Par quels moyens?

L'Observatoire devrait prendre la forme d'un portail qui dresse un portrait précis et mis à jour de la région. On aimerait y trouver une banque de bonnes pratiques, d'études et d'outils performants, ainsi que des recherches et articles scientifiques. On veut une plateforme conviviale et interactive, avec un visuel attirant, et qui propose des outils adaptés aux besoins du milieu. On parle d'un site Web gratuit qui donne accès à des données sous forme de cartes et de graphiques, et qui présente l'information de manière empirique, en combinant les approches qualitative et quantitative. On suggère aussi de présenter les données par thématique et par territoire (un territoire pouvant être une ville, une MRC, une municipalité, un district, un quartier...). L'idée d'une carte des acteurs qui montre qui travaille sur quoi faciliterait le réseautage et le partage de connaissances. Certains aimeraient que l'observatoire soit bilingue.

Les organismes du milieu ont besoin de données facilement accessibles et gratuites, pour sauver temps et argent. Mais ils sont aussi préoccupés par l'accessibilité et la vulgarisation des données, par leur capacité d'en comprendre le sens, de les analyser et de les utiliser. Les données brutes ne sont pas faciles à utiliser et ils auront besoin de soutien, d'accompagnement (ce qui implique des ressources supplémentaires – qui va payer?).

Enfin, on a beaucoup à apprendre des autres observatoires. Le modèle de l'Abitibi est souvent cité en exemple. Le fait que l'Université soit associée au projet donne une crédibilité scientifique aux activités de veille et d'information. D'autres disent qu'on devrait s'inspirer de l'ORÉGAND. En bout de ligne, quel que soit le modèle choisi, il ne faut pas craindre de revenir en arrière pour apporter des améliorations au besoin. On devra réévaluer les choix en cours de route pour s'assurer d'une appropriation de cet outil par le milieu.

De façon générale, quelles sont vos attentes par rapport aux activités de veille et d'information de l'ODO?

Le démarrage de l'observatoire doit prendre appui sur une tournée des partenaires afin de sonder leurs besoins et sur une bonne recension de l'information existante afin de pouvoir capitaliser sur les acquis. L'exemple donné par les autres observatoires nous indique que la tournée des partenaires est un exercice fondamental pour favoriser l'appropriation du projet par le milieu.

En général, les participants croient que l'objectif des activités de veille et d'information devrait être de fournir aux partenaires une information vulgarisée et directement utilisable, et ainsi de réduire le temps et l'argent alloués à la collecte de données déjà existantes. Parmi les attentes exprimées plus précisément à l'endroit des activités de veille et d'information, nous retenons que l'observatoire devrait :

- Éclairer et enrichir les données pour améliorer la prise de décision;
- Combiner les expertises et les domaines, et favoriser la collaboration entre les milieux sur les mêmes enjeux;
- Collaborer avec l'ORÉGAND;
- Centraliser l'information et faciliter l'accès aux données;
- Effectuer l'analyse et le croisement de données pour « faire parler les données » (on donne l'exemple des tableaux de bord thématiques de l'OEDC);
- Fournir de l'information utile non seulement pour les élus, mais aussi pour les organismes communautaires, qui pourront s'en servir comme levier pour l'action.

Selon un participant, « L'observatoire devrait devenir un outil de référence sur l'Outaouais. Il devrait avoir pour fonction de valoriser l'Outaouais, de dresser un portrait de nos forces et de nos enjeux. » Les gens disent aussi que la veille devrait aider les acteurs à mieux connaître les autres secteurs, favoriser les synergies et décloisonner les données. Elle devrait leur permettre de se tenir au courant de tout ce qui sort. Certaines fonctions, telles que la production de mandats de recherche, pourraient être payantes. Ainsi, l'observatoire devient un lieu d'expertise auquel les acteurs locaux peuvent avoir accès. Enfin, on mentionne qu'il faut une équipe à l'observatoire, et pas seulement une personne, pour s'occuper de recueillir et de traiter l'information, et de répondre aux besoins des partenaires du milieu.

« L'observatoire devrait devenir un outil de référence sur l'Outaouais. Il devrait avoir pour fonction de valoriser l'Outaouais, de dresser un portrait de nos forces et de nos enjeux. »

Quelle contribution pouvez-vous apporter en termes de connaissances et d'informations à l'ODO?

Les partenaires n'auront pas tous la même capacité de contribuer financièrement à la mise en place et au maintien de l'observatoire, mais leur apport peut prendre d'autres formes. Au-delà de l'aspect financier, les acteurs du milieu municipal sont désireux de contribuer à alimenter les banques de données de l'ODO et de faire profiter l'observatoire de leur connaissance approfondie des territoires et des besoins. L'idée est de mettre en commun les forces de chacun pour créer un observatoire dynamique fondé sur une circulation de l'information dans les deux sens. Plusieurs acteurs disent posséder des données qui ne sont pas largement diffusées en ce moment et qui pourraient enrichir la compréhension de certains enjeux plus globaux ou transversaux.

Par exemple :

- En économie, Export Outaouais pourrait fournir des tableaux de bord sur des enjeux économiques ainsi qu'une liste d'entreprises exportatrices avec leurs profils; en retour, l'organisme a besoin d'information macro-économique pour compléter les données qu'il possède.
- En santé, le CISSSO a accès à beaucoup de données qui ne sont pas accessibles en ce moment. Les données sur les déterminants de la santé et sur plusieurs indicateurs pourraient être partagées avec l'observatoire.

LA FONCTION DE MOBILISATION ET DE TRANSFERT DES CONNAISSANCES

En tant qu'acteur du développement, quelles sont vos attentes par rapport à cette fonction?

Parmi les idées qui ressortent des discussions sur ce thème, on retient que le transfert de connaissances est une fonction fondamentale, que l'ODO devrait remplir en collaboration avec les organismes du milieu. Plusieurs participants reviennent à ce sujet sur l'importance de maintenir le Portrait des communautés et de fournir des données à l'échelle des communautés basées sur ce portrait mis à jour. Le transfert des connaissances devrait aussi s'appuyer sur une tournée des organismes et sur l'utilisation d'outils adaptés à une clientèle diverse (par exemple, les écoles primaires et secondaires, les personnes de tous âges).

Selon les participants, la mobilisation des connaissances devrait permettre de valoriser l'information qu'on possède déjà et de capitaliser sur des outils déjà en place, comme l'atlas Gatineau. Mais la mobilisation est difficile à réaliser en Outaouais et on aurait intérêt à prendre exemple sur les MRC, qui ont l'habitude de travailler ensemble, tous secteurs confondus. Il y a des liens naturels à recréer au niveau régional. Par ailleurs, il importe de soutenir la mobilisation par une formation permettant aux acteurs du milieu d'acquérir les habiletés requises pour mettre à profit les données mises à leur disposition, pour comprendre le potentiel offert par l'observatoire.

L'UQO est vue comme un acteur clé de l'Observatoire qui peut apporter de la crédibilité aux connaissances produites et véhiculées par l'ODO, de même qu'une forme de mentorat. Mais encore une fois, on insiste sur l'idée de partir de ce qui existe déjà (rapports d'information, banques de données), dans le but de développer, à terme, une forme d'intelligence collective prenant appui sur les forces de chaque partenaire. L'idée de renforcer les liens avec l'Université d'Ottawa pour profiter de ses banques de données et des recherches qui y sont effectuées est aussi mentionnée.

Enfin, la participation citoyenne est un aspect souvent évoqué par les participants en tant qu'élément important pour faciliter la mobilisation et le transfert. L'idée de structurer ces activités autour de communautés vécues, en tenant compte de la grande disparité qui caractérise les territoires de l'Outaouais, est mentionnée. En ce sens, on voit l'ODO comme un outil de démocratisation de l'information. Il faudra donc que le milieu universitaire sorte de ses bureaux pour diffuser l'information et qu'il tienne compte du contexte d'analphabétisme en portant une attention particulière au langage simplifié et à la facilité d'accès à l'information. Enfin, plusieurs acteurs insistent sur la production de données différenciées selon les sexes.

Quelles formes devraient prendre ces activités de mobilisation et de transfert de connaissances?

On préconise un dialogue entre les praticiens et les chercheurs pour pouvoir influencer les pratiques. La création d'un comité de l'avancement des pratiques est donnée comme exemple de bonne pratique. Cette formule consiste à regrouper chercheurs et praticiens autour de certaines thématiques touchant les communautés, et à engager la discussion avec les citoyens et les décideurs publics pour faire ressortir les forces et identifier les outils disponibles ainsi que les bonnes pratiques. Cette idée plait aux organismes communautaires.

Il est également suggéré de travailler en partenariat avec les structures existantes déjà impliquées dans le transfert de connaissances, dans l'optique d'utiliser ce qui existe déjà.

Autres suggestions :

- Organiser des présentations sur le Web, des panels d'échange, des dîners-conférences, des rencontres thématiques ou toute autre formule qui favoriserait le dialogue;
- S'assurer de vulgariser les données et d'assurer leur accessibilité universelle pour les personnes malentendantes et malvoyantes;
- S'assurer que les organismes sociaux et communautaires puissent y avoir accès, notamment visiter les Tables de développement social;
- Mettre l'accent sur des données qualitatives;
- Créer une plateforme de concertation ou une plateforme collaborative et conviviale sur laquelle les utilisateurs sont aussi des contributeurs d'informations;
- Inclure des liens avec les acteurs communautaires et sociaux – les mettre en vitrine;
- Fournir un répertoire des différents acteurs sociaux et des renseignements à leur sujet.

À quels besoins particuliers et concrets ces activités devraient-elles répondre?

Ces activités devraient favoriser la synergie entre les acteurs. Il faut cependant s'assurer que les outils mis en place puissent être utiles aux acteurs locaux. En ce qui concerne le besoin de formation, on mentionne que l'observatoire devrait fournir de l'information sur les différentes formations offertes dans la région par différents experts.

On aimerait que l'Observatoire devienne un moteur de l'identité et de la spécificité culturelle et frontalière de l'Outaouais, et qu'il puisse ainsi valoriser l'identité et l'histoire de la région. Plus encore, un participant formule le souhait que l'Observatoire devienne un outil pour expliquer la spécificité de l'Outaouais aux paliers supérieurs de gouvernement, qui ont toujours du mal à saisir le cas particulier de la région.

Sur quels enjeux ou thématiques l'ODO devrait-il concentrer ses efforts de mobilisation et de transfert des connaissances?

Les discussions ne permettent pas nécessairement de faire émerger des enjeux ou des thématiques prioritaires. On s'entend généralement pour dire qu'il est impossible de tout faire dès le début et qu'il serait périlleux de tenter de répondre à tous les besoins en même temps. Il est mentionné, par exemple, de commencer par arrimer les activités de l'Observatoire aux priorités de l'heure, c'est-à-dire aux enjeux dans lesquels d'autres acteurs, et notamment les paliers supérieurs de gouvernement, investissent. Par ailleurs, il faut faire attention de ne pas dédoubler le travail du service Info-territoire de la Ville de Gatineau.

Quel rôle votre organisme pourrait-il jouer pour encourager la mobilisation et le transfert des connaissances?

Sur ce sujet, on considère que la responsabilité du transfert des connaissances ne doit pas incomber aux organisations, qui sont déjà assez occupées. Il devrait y avoir une personne responsable de ce volet au sein de l'observatoire. Par ailleurs, la capacité de l'UQO de produire des rapports, et la crédibilité qui émane de l'institution, sont mentionnés comme un atout important pour l'Observatoire.

MESSAGE CLÉ

La clé du succès de l'Observatoire du développement de l'Outaouais réside dans la concertation de tous les acteurs et dans leur appropriation de cet outil : « Il faut y croire et il faut déterminer ce qu'on veut en faire. » Il est important d'établir un calendrier de réalisation : on ne peut pas tout faire en même temps. On doit partir avec un projet, qui pourra évoluer au fil du temps. L'exemple de l'OEDC est inspirant à cet égard. La mise à jour des données du tableau de bord a servi de prétexte pour organiser des « tournées du milieu ». Cet exercice a permis aux municipalités de constater l'utilité du projet, ce qui a eu un effet direct sur la mobilisation envers le projet et sur le financement.

L'ODO a la chance exceptionnelle de pouvoir prendre exemple sur d'autres observatoires. Sans copier une recette toute faite, on pourrait s'inspirer des bons coups et des bonnes pratiques des autres observatoires, et se faire assister dans des étapes charnières du processus.

« L'objectif ultime est de développer une intelligence collective et de se l'approprier. C'est la clé. Mais assurons-nous de partir! Lentement, mais il faut partir à un moment donné. »

MOT DE CLÔTURE DU RECTEUR

Dans son allocution de clôture, M. Harrisson rappelle les défis de l'économie du savoir, en soulignant que les universités ont bien compris leur rôle et reconnaissent l'importance d'être ancrées dans la communauté. Le rôle des universitaires est de donner du sens aux données, de les rendre utilisables. En ce sens, l'observatoire devient un outil d'aide à la décision, qui fait le lien entre la théorie et la pratique.

Les partenaires actuels du projet de l'ODO sont la Ville de Gatineau, les 4 MRC, Centraide et l'UQO. La réponse d'un ministère est attendue prochainement. Entre-temps, il importe de maintenir la mobilisation. L'observatoire se veut un projet inclusif qui va faciliter la rencontre entre l'urbain le rural, ce qui nécessite un engagement clair de la communauté.

M. Harrisson mentionne en terminant que le démarrage de l'ODO est prévu au printemps.

PROCHAINES ÉTAPES

Il reste encore quelques étapes officielles à franchir avant de pouvoir mettre le projet sur les rails. Il faut en premier lieu compléter le montage financier, après quoi il restera à rédiger les protocoles d'entente avec les partenaires, réunir les partenaires et établir la structure de gouvernance. L'UQO doit également entreprendre les préparatifs en vue de fournir sa contribution à l'ODO (sous forme de locaux, d'équipement, etc.). De son côté, la Ville de Gatineau doit obtenir l'autorisation du Conseil municipal de verser la contribution promise de 100 000 \$ à la Fondation de l'UQO pour l'ODO. La résolution de la Ville de Gatineau sera présentée en mai prochain. Parallèlement à ces formalités administratives, un plan d'action sera élaboré et le calendrier de réalisation du projet, incluant une tournée des partenaires, sera établi.

REVUE DE PRESSE ET ÉVALUATION DE LA JOURNÉE

La Journée de réflexion sur l'ODO a bénéficié d'une belle visibilité avec la publication de plusieurs articles dans les médias locaux. En effet, quatre médias étaient sur place le jour même pour assurer la couverture de l'événement : TC Média, Info07, le journal Le Droit et Radio-Canada Ottawa-Gatineau. L'UQO a aussi publié un article sur sa page d'accueil et une participante à l'événement a profité de sa tribune LinkedIn pour donner ses commentaires sur l'événement.

En résumé, ces articles de presse rapportaient la tenue de l'événement, le but et le déroulement de la journée, ainsi que les objectifs poursuivis par le projet d'observatoire. La qualité et l'utilité des présentations d'autres expériences d'observatoires ont été soulignées, de même que la valeur du projet de création de l'ODO en tant que « projet rassembleur », « outil pour aider les décideurs publics et la communauté », « élément majeur pour le développement de la région » ou « filon très intéressant qu'on a tout intérêt à exploiter ». Selon les commentaires recueillis auprès des organisateurs et de quelques participants, la Journée de réflexion sur l'ODO a été « très fructueuse » et « a répondu à toutes les attentes » en permettant notamment aux personnes présentes de comprendre ce qu'est un observatoire et son importance pour la région. Selon les réactions au projet rapportées dans les médias, la Journée de réflexion sur l'ODO semble avoir contribué à rallier l'appui d'une grande majorité d'acteurs envers la création de l'observatoire. Certaines personnes rêvent même plus grand et expriment le souhait que

l'observatoire « puisse faire plus » en générant des données et en produisant des analyses, et qu'il s'allie avec l'Université d'Ottawa et élargisse son mandat à toute la région d'Ottawa-Gatineau pour « étudier la dynamique très particulière » de cette grande région frontalière.

Pour consulter les articles publiés sur l'événement :

- « Observatoire : une journée de réflexion très fructueuse », UQO, février 2017. <http://uqo.ca/nouvelles/14526>
- Nathalie Brunette, « L'Observatoire de l'Outaouais – OUI... et encore plus! », publié le 19 février 2017. <https://www.linkedin.com/pulse/observatoire-de-loutaouais-oui-et-encore-plus-nathalie-brunette>
- Yannick Boursier, « Une journée de réflexion pour l'Observatoire du développement », La Revue, 15 février 2017. http://www.lamediatheque.tc/wp-content/uploads/html/RG_20170215/index.html#p=4
- Amélie Desmarais, « L'Outaouais aura son observatoire du développement », La Revue, 17 février 2017. <http://www.journallarevue.com/communaute/2017/2/17/l-outaouais-aura-son-observatoire-du-developpement.html>
- Patrick Duquette, « Rêver d'une seule et grande région », Le Droit, 18 février 2017. <http://www.lapresse.ca/le-droit/chroniqueurs/patrick-duquette/201702/17/01-5070731-rever-dune-seule-et-grande-region.php>
- « Un Observatoire sur le développement de l'Outaouais », Ici Radio-Canada, 17 février 2017. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1017615/un-observatoire-sur-le-developpement-de-loutaouais>
- « Un Observatoire sur le développement sera offert en Outaouais », Ici Radio-Canada, Ottawa-Gatineau, 17 février 2017. <http://www.sympatico.ca/actualites/nouvelles/regions/ottawa-gatineau/un-observatoire-sur-le-developpement-sera-offert-en-outaouais-1.2410774>

Les participants ont également été invités à remplir un sondage en ligne sur leur appréciation de la journée et dans lequel ils étaient invités à indiquer leur intérêt à contribuer concrètement à la phase de mise en œuvre du projet. Voici quelques-uns des commentaires recueillis :

- « Avec une connaissance nulle du travail effectué ailleurs, le concept et la place occupée par les observatoires dans le développement des régions a été rapidement acquis. Un outil très valable pour l'Outaouais. »
- « Très bonne journée. C'était bien que des intervenants des secteurs économique et culturels aient été présents en plus de plusieurs politiciens municipaux et des MRC. »
- « J'ai bien aimé cette journée. Ça m'a permis de voir plus concrètement la forme que pourrait prendre l'Observatoire dans la région. »
- « Les panels de l'avant-midi étaient fort instructifs et inspirants. »
- « Une belle journée. Je comprends mieux la signification et l'objectif d'un observatoire. Si cela peut rallier des acteurs pour travailler davantage ensemble, tout le monde en sortira gagnant. »

ANNEXE A

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

8 h 30

Accueil des participants

9 h – 9 h 15

Mots de bienvenue

DENIS HARRISON, recteur de l'Université du Québec en Outaouais

MAXIME PEDNEAUD-JOBIN, maire de la Ville de Gatineau

MICHEL MERLEAU, président de la Table des préfets de l'Outaouais

9 h 15 – 10 h 30

Présentation d'expériences québécoises d'observatoires

MARIE-SUZANNE BADJI, responsable au contenu scientifique, Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC)

MARIELLA COLLINI, agente de recherche, Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue (OAT)

PHILIPPE RIVET, conseiller en recherche à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et responsable de l'Observatoire Grand Montréal

MARTIN ROBITAILLE, responsable du projet d'Observatoire du développement de l'Outaouais, UQO

10 h 30 – 10 h 45

Pause et rafraîchissements

10 h 45 – 12 h

Panel sur les enjeux et défis relatifs au développement et au maintien d'observatoires

VICTORINE KEITA, membre du Comité de suivi du Tableau de bord des communautés de l'Estrie (OEDC)

PATRICE LEBLANC, directeur de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

VINCENT VAN SCHENDEL, directeur général, Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

12 h – 13 h

Dîner sur place (Offert par le CRDT)

13 h-15 h

Discussions en petits groupes sur trois thématiques reliées au projet de l'ODO

- Le mode de gouvernance de l'ODO

- La fonction de veille et d'information

- La fonction de mobilisation et de transfert des connaissances

15 h – 15 h 15

Pause

15 h 15 – 16 h

Synthèse des groupes de discussion en plénière

16 h

Mot de clôture du recteur

ANNEXE B

LISTE DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES

- Action Santé Outaouais
- Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) Outaouais
- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de l'Outaouais
- Association de l'ouïe de l'Outaouais
- Association des gens d'affaires et professionnels du Vieux-Gatineau (AGAP)
- Association des résidants des Jardins Taché
- Avenir d'enfants
- Corporation de développement communautaire (CDC) de Pontiac
- Corporation de développement communautaire (CDC) Rond Point
- Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)
- Cégep de l'Outaouais
- Cégep Heritage
- Centraide Outaouais
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de l'Outaouais
- Chambre de commerce de Gatineau
- Centre local de développement (CLD) des Collines
- Comité de vie de quartier du Vieux-Gatineau
- Concert'Action
- Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO)
- Culture Outaouais
- Dépanneur Sylvestre
- Dialogum.net
- Export Outaouais
- Fédération intercoopérative en habitation de l'Outaouais
- Fondation Lucie et André Chagnon
- Hull en santé
- ID Gatineau
- Maison de la famille Vallée-de-la-Lièvre
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère des Affaires municipales de l'Occupation du Territoire
- MRC des Collines
- MRC Pontiac
- MRC Vallée-de-la-Gatineau
- Municipalité de La Pêche
- Municipalité de Pontiac
- Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau
- NB Communication
- Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO)
- Rassemblement pour le développement social de l'Outaouais
- Table agroalimentaire de l'Outaouais
- Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais
- Table de développement social de la Basse-Lièvre
- Table de développement social Vallée-de-la-Gatineau
- Table éducation Outaouais
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)
- Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais (TROVEPO)
- Université du Québec en Outaouais
- Ville de Gatineau